

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo Ondimba hausse le ton!

C'EST le sentiment général dégagé par son adresse du 31 décembre 2021, à l'occasion de ses vœux à la Nation pour l'année 2022.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

TRÈS offensif, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a prononcé son traditionnel discours à la Nation. Au cours de cet exercice, il n'aura pas été avare de mots pour interpeller et appeler à la responsabilité, ses compatriotes

face aux périls qui les guettent. Lesquels périls ont pour noms Covid-19 et tribalisme. D'entrée, concernant la pandémie de Covid-19, le numéro un gabonais a dressé un tableau plutôt sombre. Il a estimé que le Gabon, comme les autres pays du monde, a été durement impacté. "Même si tout a été fait et tout continue d'être fait pour vous protéger, vous sécuriser, vous ac-

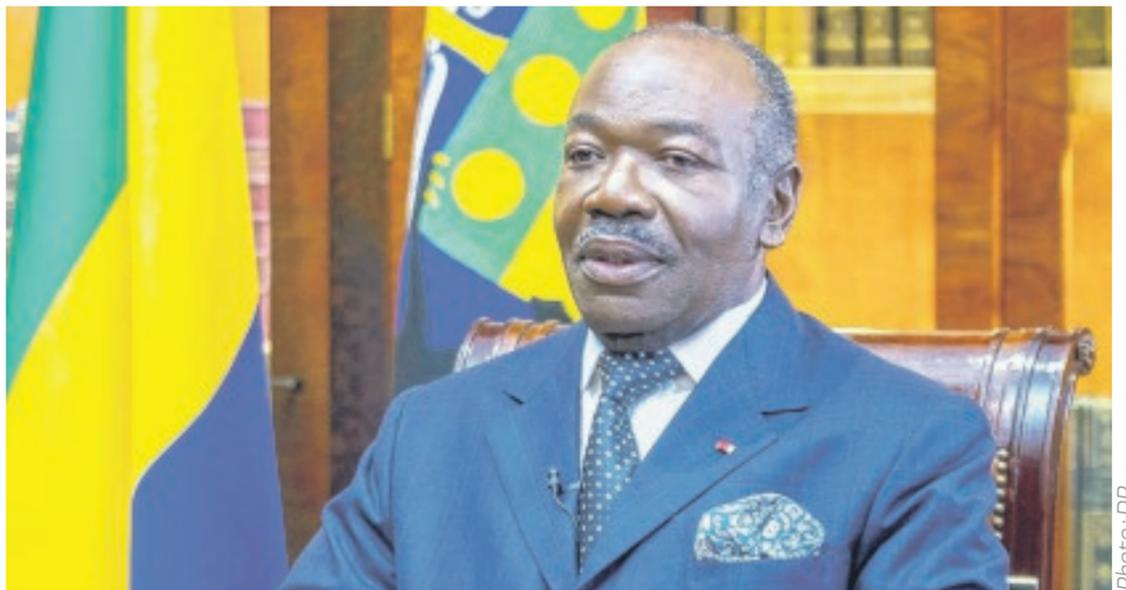


Photo: DR

Malgré ce sourire fin, Ali Bongo Ondimba s'est montré ferme sur plusieurs faits, lors de son discours du 31 décembre 2021.

En rempart contre le tribalisme

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

"**M**OI président, le Gabon restera un et indivisible". Ces mots lâchés par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors de son discours des vœux à la Nation le 31 août dernier, sonnent comme une piqûre de rappel à toutes les "cassandres" qui "n'ont trouvé de mieux que de ressusciter les vieux démons du tribalisme". Ces derniers temps, en effet, on a assisté à des "dérives verbales" de certains hommes politiques susceptibles de remettre en cause les fondements de notre vivre-ensemble. Ce faisant, le président de la République s'est érigé en véritable rempart contre toutes ces pratiques et dérives de nature à étioiler l'unité nationale dont il se veut le premier défenseur. Le ton ferme, Ali Bongo Ondimba a qualifié les auteurs de tels propos "d'apprentis sorciers". Ce qui prouve à suffisance toute sa répo-

bation et sa détermination à ne pas voir la vie publique gangrenée par des propos et des agissements qui, sous d'autres cieux, ont "conduit à la désolation, aux crises et aux tensions fratricides". D'où, a-t-il clamé, "je serai intraitable avec eux". En droite ligne des obligations liées à sa charge, le chef de l'État est ainsi apparu comme un garant de l'unité nationale et des principes et valeurs de fraternité, solidarité, paix, amitié et cohésion qui sous-tendent la nation gabonaise. "Tous les Gabonais et toutes les Gabonaises sont frères et sœurs. Et ils le resteront", a-t-il clamé. Une manière de s'opposer, avec fermeté, vigueur et rigueur, à tous ceux qui, pour divers mobiles, seraient tentés de distiller "le poison de la division et la haine" entre les diverses composantes de la communauté nationale. Qu'ils se le tiennent pour dit, ils trouveront Ali Bongo Ondimba sur leur route sinueuse bordée de desseins morbides.

compagner tout au long de cette crise sanitaire, pour en tempérer ses effets", a-t-il relevé. Avant de considérer le vaccin comme une "arme redoutable. Une arme qui protège" contre la Covid-19. "Le Gabon en a fait une priorité", a-t-il renchéri. Se satisfaisant du résultat, il a envisagé pour les mois d'avril ou juin prochain, la levée de certaines restrictions telles que le couvre-feu ou l'accès limité à certains lieux publics. "Nous n'avons pas de pays de rechange", a encore martelé le chef de l'Exécutif. C'est dire que

les élans tribalistes de certains acteurs politiques n'ont pas leur place dans un pays qui a fait de l'union et la solidarité des valeurs de sa cohésion sociale. (Lire ci-contre). L'action gouvernementale a donné lieu à un satisfecit. À en croire le chef de l'État, le Gabon a franchi une nouvelle étape dans son processus de transformation avec l'adoption du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Dans le même élan, il s'est félicité de la construction du barrage hydroélectrique de

Kinguélé Aval, de la centrale solaire dans la province de la Ngounié, et du programme PIAEPAL qui devra, selon lui, à l'horizon 2023, permettre de fournir de l'eau au robinet de nombreuses habitations. "Tous ces projets permettront de créer de nombreux emplois qualifiés", s'est-il réjoui. La route, la politique du médicament, la formation, les projets agricoles, Belinga, la CAN 2022, la COP26 ont été parmi les sujets abordés dans un discours à la Nation de près d'une vingtaine de minutes.

Être au service de l'État...

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

ALORS que bon nombre d'observateurs et autres analystes espéraient que le premier magistrat gabonais opérerait pour l'apaisement social dans le récent discours à la Nation, ce dernier a pris l'opinion publique de court. En atteste la fermeté exprimée sur ce sujet à polémique. Occasion pour lui de fustiger les différents mouvements d'humeur. Des mouvements d'humeur, selon lui, inopportuns en pareille période de crise économique et sanitaire. Très remonté contre les enseignants, il les a quasiment accusés de participer à un "génocide intellectuel". "(...) Nos élèves, déjà lourdement éprouvés et pénalisés

par l'épidémie de Covid-19, qui ont vu leurs cours suspendus, leurs examens reportés, qui s'inquiètent légitimement pour leur avenir, ces élèves n'ont-ils pas assez souffert?" s'est-il interrogé, accusateur. Avant d'ajouter: "Prendre en otage les enfants de ce pays, nos enfants, nos progénitures, hypothéquer leur futur au nom de je ne sais quel intérêt, c'est véritablement irresponsable et condamnable". Dans la foulée, les fonctionnaires des régies financières en ont également pris pour leur grade. De façon sibylline, le chef de l'État a crié haro sur la surenchère pratiquée par lesdits fonctionnaires. Pour lui, l'actuelle grève des régies financières est fortement préjudiciable à l'économie, voire à la Nation entière. "Elle

provoque des pertes financières et de graves perturbations dans le fonctionnement de l'État. Il devient plus difficile d'assurer les salaires de nos médecins ou de nos enseignants, de régler les pensions de nos retraités, de financer les médicaments pour les Gabonais économiquement faibles", déplore le numéro un gabonais. D'où son étonnement: "Pourquoi rajouter de la difficulté à la difficulté? La situation n'est-elle pas déjà assez difficile?". Non sans rappeler aux grévistes leurs devoirs et obligations. "Ce sont les fonctionnaires qui sont au service de l'État et non l'État qui est au service des fonctionnaires", a-t-il martelé sans langue de bois.

Photo: F.M. MOMBO/L'Union



Le drapeau, symbole de l'unité nationale.